

## Flash Economie

3 avril 2017 - 442

### France : s'il n'y a pas de gains de productivité, il n'y a rien à distribuer

Pendant la campagne pour l'élection présidentielle en France, on a entendu promettre des hausses de salaire ou de revenu minimum, des baisses de durée du travail, des baisses d'impôts, des hausses de dépenses publiques.

Mais il faut rappeler que les gains de productivité sont devenus très faibles en France : il n'y a aucun surplus à distribuer qui permette de réaliser des hausses de salaire réel, des baisses de durée du travail, des baisses d'impôts ou des hausses de dépenses publiques.

S'il y avait des gains de productivité substantiels, il pourrait y avoir un choix politique sur l'usage à faire de ces gains de productivité, mais en l'absence de gains de productivité, il ne peut y avoir que jeu à somme nulle : si davantage de revenu est utilisé à un endroit, moins de revenu devra être utilisé à un autre endroit.

**Patrick Artus**

Tel. (33 1) 58 55 15 00

[patrick.artus@natixis.com](mailto:patrick.artus@natixis.com)

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

---

[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

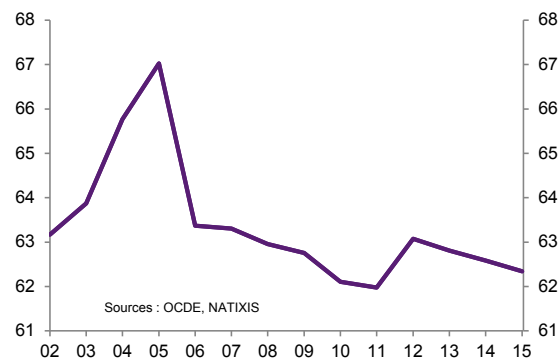
BANQUE DE GRANDE CLIENTELE  
EPARGNE ET ASSURANCE  
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

## Les promesses de la campagne présidentielle en France

On a entendu promettre pendant la campagne présidentielle en France :

- **des hausses de salaire**, en particulier du salaire minimum (**graphique 1**) ;

Graphique 1  
France : salaire minimum (en % du salaire median)



- **des hausses de revenu** (revenu universel) pour les Français dans la partie basse de l'échelle des revenus (**tableaux 1a/b/c**) ;

Tableau 1a : répartition de salariés dans les tranches salariales en multiples du SMIC (en %)

Multiples du SMIC	Pourcentage des salariés
1,0 à 1,1	15,2
1,1 à 1,2	10
1,2 à 1,3	9
1,3 à 1,4	8
1,4 à 1,5	6,8
1,5 à 1,6	5,9
1,6 à 1,8	9
1,8 à 2,0	6,8
2,0 à 2,2	5
2,2 à 2,4	4
2,4 à 2,6	3
2,6 à 2,8	2,5
2,8 à 3,0	2
3 et plus	11,2

Source : Dares

Tableau 1b : salaires mensuels moyens et répartition des effectifs en EQTP (équivalent temps plein)

	Salaires bruts		Salaires nets de tous prélèvements		Répartition des effectifs (%)	
	Euros courants		Euros courants		2013	2014
	2013	2014	2013	2014		
Ensemble	2 913	2 957	2 202	2 225	100,0	100,0
Cadres	5 432	5 501	4 066	4 104	17,9	18,0
Professions intermédiaires	2 988	3 026	2 253	2 272	19,8	19,8
Employés	2 124	2 159	1 612	1 631	30,2	30,4
Ouvriers	2 203	2 238	1 686	1 702	32,1	31,8

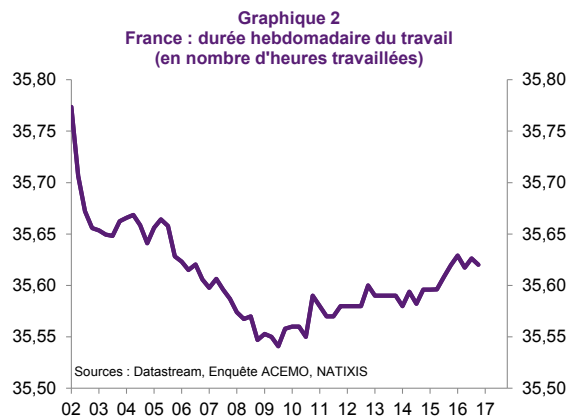
Source : Insee, DADS

Tableau 1b : France : proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté

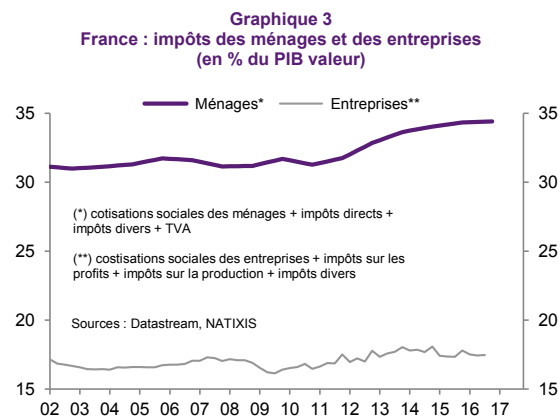
	Seuil : 50% du revenu équivalent médian	Seuil : 60% du revenu équivalent médian après transferts sociaux
2002	6,0	12,0
2003	6,6	12,8
2004	7,2	13,5
2005	6,4	13,0
2006	7,2	13,2
2007	6,8	13,1
2008	5,7	12,5
2009	6,7	12,9
2010	7,3	13,3
2011	7,1	14,0
2012	6,9	14,1
2013	6,9	13,7
2014	6,7	13,3
2015	6,5	13,6

Sources : Eurostat, NATIXIS

- une baisse de la durée du travail (graphique 2) ;



- des baisses d'impôts des ménages ou des entreprises (graphique 3) ;



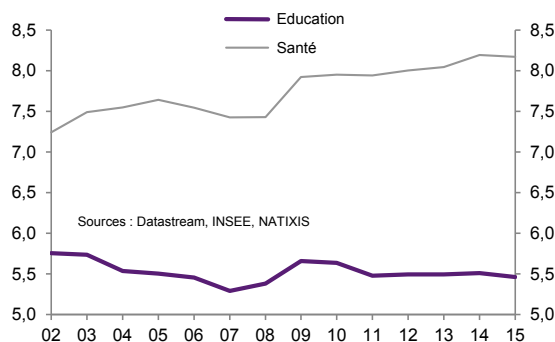
- **des hausses de dépenses publiques** : abaissement de l'âge de la retraite (**tableau 2**), hausse des dépenses de santé (**graphique 4**), hausse du nombre de fonctionnaires (éducation, **graphique 4**, sécurité...), **graphique 5**.

Tableau 2 : France : taux d'emploi par classe d'âge (en %)

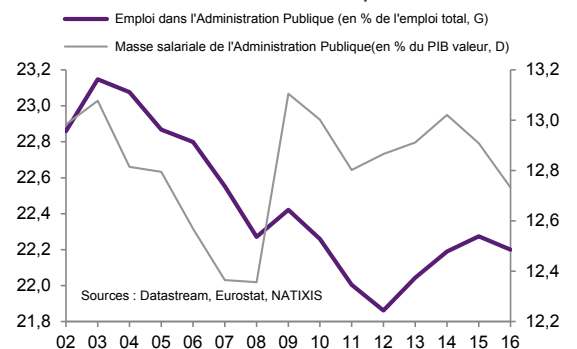
	De 55 à 59 ans	De 60 à 64 ans
2002	51,6	11,5
2003	54,5	13,4
2004	54,9	13,5
2005	55,2	13,8
2006	54,7	14,4
2007	55,4	15,7
2008	56,4	16,3
2009	58,5	16,9
2010	60,7	17,8
2011	64,0	18,6
2012	67,2	21,5
2013	67,5	23,4
2014	67,9	25,3
2015	69,0	27,6
2016	70,3	28,1

Sources : Eurostat, NATIXIS

Graphique 4  
France : dépenses publiques par fonction  
(en % du PIB valeur)



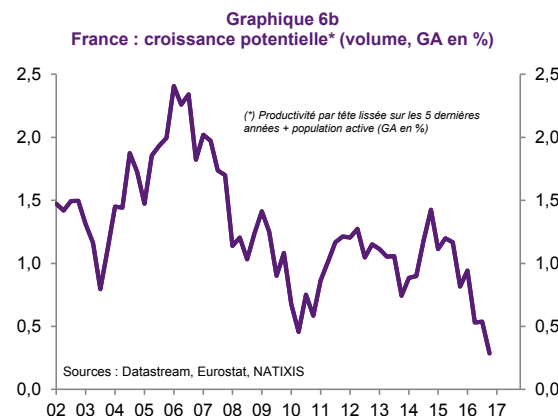
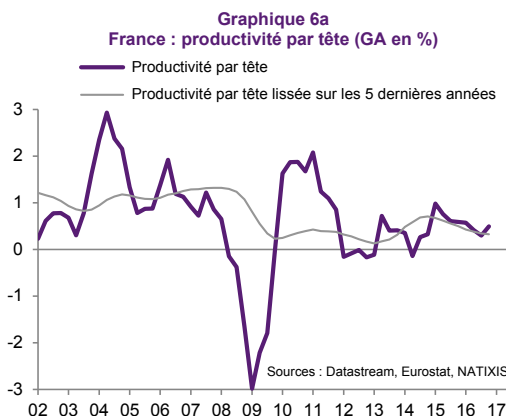
Graphique 5  
France : emploi et masse salariale de  
l'Administration Publique



Bien sûr, ces promesses n'ont pas été toutes faites par les mêmes candidats, mais le ton général était l'augmentation du pouvoir d'achat, la baisse des impôts, la hausse des dépenses.

## Pourtant, les gains de productivité sont devenus très faibles

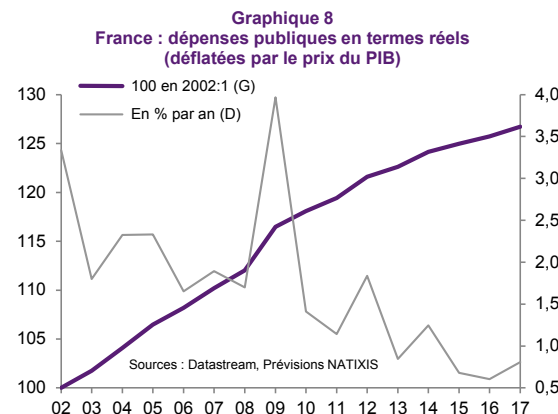
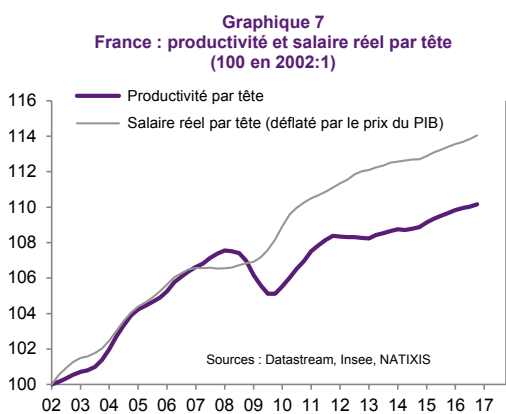
Le **graphique 6a** montre que les gains de productivité en France sont devenus très faibles, ainsi en conséquence que la croissance potentielle (**graphique 6b**).



**Les gains de productivité génèrent le surplus de revenu utilisable.**

**S'il n'y a pas de gains de productivité :**

- **les salaires réels ne peuvent pas augmenter** (à moyen terme, salaires réels et productivité doivent augmenter au même rythme **graphique 7**) ;
- **la durée du travail ne peut pas être réduite** (graphique 2 plus haut) ;
- **les impôts ne peuvent pas être diminués** (graphique 3 plus haut) ;
- **les dépenses publiques (en terme réels) ne peuvent pas augmenter plus vite qu'au rythme de la croissance potentielle (graphique 8), soit 0,5% par an.**



## Synthèse : s'il n'y a pas de gains de productivité, il y a jeu à somme nulle

Il faudrait que tous comprennent que, **tant que les gains de productivité sont aussi faibles en France, il y a jeu à somme nulle** :

- une hausse des salaires réels réduit les profits ;
- une baisse de la durée du travail impose une baisse des salaires ;
- une hausse des dépenses publiques impose une hausse des impôts, etc...

**S'il y avait des gains de productivité substantiels**, il pourrait y avoir un choix politique pour savoir quelle

est l'utilisation faite des gains de productivité. Mais la France n'est pas aujourd'hui dans cette situation.